

OMA Maroc
Siège : Rabat

 omamarocsecretariat@gmail.com
 Organisation OMA-Maroc siège

DANS CE NUMÉRO

1. Editorial
2. Feu vert de l'OMS pour une « évaluation indépendante » de son action face au Covid-19
3. Covid-19 : l'OMS pour un accès universel aux traitements, Washington émet des réserves
4. L'OMS est une « marionnette de la Chine », selon Trump
5. Suspension temporaire du service de la dette des pays les plus pauvres
6. La France acte la mort du FCFA en Afrique de l'Ouest
7. Félicien Kabuga s'oppose à sa remise à la justice internationale
8. Comment le Covid-19 va-t-il affecter le monde du travail ? (Lahcen Hammouch)

le Maroc a été fortement impacté par les répercussions de la crise sanitaire sur les plans économique et financier

Editorial

Par Dr Najib KETTANI - Président Fondateur

Initiative africaine proposée par le Roi Mohammed VI pour surmonter la crise du Covid19

« Fédérer les efforts et les ressources à travers le partage des expériences et des bonnes pratiques »

Différents aspects de la pandémie covid-19 devront être pris en considération pour une évaluation qui ne peut se limiter uniquement aux aspects épidémiologique, économique et financier.

Si le premier cas de coronavirus au Maroc est apparu le 3 mars dernier, il a suffi de moins de 3 mois pour que le nombre de personnes atteintes soit de 7133 cas au 20 mai 2020. Le nombre des décès quant à lui est de 194 personnes depuis le début de l'épidémie. Le taux de létalité s'établit à 2,7 % et le nombre total des personnes déclarées guéries s'élève à 4098.

L'économie n'a pas été épargnée par la pandémie puisque le ministre de l'Économie, des Finances et de la Réforme de l'administration, M. Benchaâboun, a indiqué que les deux mois de confinement, imposés par le nouveau coronavirus, devraient coûter à l'économie marocaine 6 points de croissance de son PIB pour l'année 2020 ; ce qui se traduit en chiffre par une perte de 1 milliard de dirhams pour chaque jour de confinement.

Le ralentissement économique devrait entraîner, selon le ministre, une baisse des recettes du Trésor d'environ 500 millions de dirhams par jour durant la période de confinement sanitaire, soulignant que le Maroc, comme la plupart des pays, a été fortement impacté par les répercussions de la crise sanitaire sur les plans économique et financier, comme le dénote un ensemble d'indicateurs économiques.

Selon les données des quatre premiers mois de l'année 2020, les exportations ont enregistré une forte baisse, 61,5%. Parmi les secteurs les plus impactés, on trouve les activités industrielles liées aux chaînes de valeur mondiales, notamment l'automobile (-96% en avril et -86% en mars), l'industrie aéronautique (-81% en avril et -52% en mars) et l'électronique (-93% en avril et -51% en mars).

(A suivre p.4)

Feu vert de l'OMS pour une « évaluation indépendante » de son action face au Covid-19

Les pays membres de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ont donné leur accord pour que soit mené « le plus tôt possible au moment approprié », « un processus d'évaluation impartiale, indépendante et complète » des mesures engagées par l'instance onusienne pour contrer la pandémie de la Covid-19.

Le Etats-Unis et la Chine ont soutenu la mise en route de cette enquête indépendante. Pour rappel, le président américain Donald Trump a toujours reproché l'OMS d'avoir « failli à ses devoirs essentiels » dans la lutte contre le Covid-19, et de ne pas dénoncer la « désinformation » de Pékin concernant ce virus.

La Chine a consenti le déploiement des missions d'experts sur son territoire, dans le cadre de l'enquête, mais pas avant la fin de la pandémie.

Le processus d'évaluation devrait être menée en étroite collaboration « avec l'Organisation mondiale de la santé animale, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et les pays (...) en vue d'identifier la source zoonotique du virus et de déterminer par quelle voie il s'est introduit dans la population humaine ».

Une évaluation de l'action de l'OMS sera menée « le plus tôt possible au moment opportun »

Covid-19 : l'OMS pour un accès universel aux traitements, Washington émet des réserves

Dans le souci de mieux coordonner la réponse de la communauté internationale face à la pandémie du Covid-19, les 194 pays membres de l'OMS ont adopté mardi une résolution qui milite pour « l'accès universel, rapide et équitable et la juste distribution » des traitements et vaccins contre le coronavirus.

Mais Washington a préféré se dissocier de cette mesure. Dans un communiqué, la représentation américaine auprès des Nations unies à Genève a déclaré que « les Etats-Unis reconnaissent l'importance de l'accès à des produits de santé abordables, sûrs, de haute qualité et efficaces » mais cette résolution « envoie un mauvais message aux innovateurs ».

En effet, l'initiative de l'OMS, qui est une première, encourage les Etats et les groupes pharmaceutiques à ne ménager aucun effort pour rendre accessible à tous les futurs traitements contre la Covid-19. Ce qui devrait aussi passer par un partage « volontaire » des brevets et droits de propriété intellectuelle relatifs au vaccin et aux traitements contre le coronavirus.



World Health Organization

L'OMS est une « marionnette de la Chine », selon le président américain Trump

Le président américain Donald Trump continue à soutenir que la gestion de la pandémie de Covid-19 par l'OMS est trop favorable à la Chine.

Ce lundi, il a dit clairement qu'il n'est « pas content » de cette agence onusienne. « Ils sont une marionnette de la Chine », a-t-il déclaré depuis la Maison Blanche.

Trump a menacé carrément de suspendre indéfiniment la contribution américaine à l'Organisation mondiale, si celle-ci « ne s'engage pas à des améliorations notables dans un délai de 30 jours ».

Réagissant à ces déclarations, la diplomatie chinoise a considéré que les critiques du locataire de la Maison Blanche à l'égard de l'OMS et de Pékin sont « pour tromper le public, pour salir les efforts de la Chine en matière de lutte contre les virus, pour se soustraire de sa responsabilité et de la réponse insuffisante des États-Unis. Tout cela est futile ».

Lundi 18 mai, le président chinois Xi Jinping avait assuré qu'un éventuel vaccin chinois serait un « bien public mondial ».



Président américain
Donald Trump

Suspension temporaire du service de la dette des pays les plus pauvres

● Le Mali premier pays à obtenir une suspension temporaire du service de sa dette auprès du Club de Paris

Le ministère français des Finances a annoncé, mardi 19 mai, que le Mali est le premier pays africain à obtenir un moratoire de la part du Club de Paris, suite à l'initiative du G20 de suspendre provisoirement, jusqu'à la fin de cette année 2020, le service de la dette des pays les plus pauvres.

Le moratoire sur le paiement du service de la dette décidé en avril dernier par le G20 et le Club de Paris devrait bénéficier à 77 pays, dont une quarantaine d'États subsahariens. L'objectif est de permettre aux pays concernés de faire des économies et de dégager des fonds nécessaires pour une meilleure réponse contre la pandémie de la Covid-19.

En dehors du Mali, trois autres pays (le Népal, la Dominique et la Grenade) ont également signé le moratoire avec le Club de Paris, tandis que 20 États sont dans une phase de finalisation des documents qui devrait aboutir à la signature de l'accord avec le Club.

● Le Kenya dit non à l'allègement de la dette annoncée par le G20

Le Kenya a refusé de bénéficier de l'initiative du G20 concernant la suspension temporaire du remboursement de la dette des États à bas revenus, devant permettre à ces derniers de mieux gérer la pandémie de Covid-19.

Dans un entretien accordé à *Reuters* la semaine passée, le ministre kenyan des Finances a estimé que « les termes de l'accord étaient trop restrictifs ». Selon lui, « l'initiative d'allègement de la dette du G20 n'offre pas un avantage optimal étant donné la structure du portefeuille de la dette du Kenya ».

Il a fait savoir que son pays « adopte une approche prudente » en cherchant à négocier directement l'allègement de la dette avec des créanciers bilatéraux « pour protéger sa cote de crédit souveraine ».

La France acte la mort du franc CFA en Afrique de l'Ouest

La réforme du franc CFA annoncé en décembre dernier par le président ivoirien Alassane Ouattara franchi une étape importante. Ce mercredi 20 mai, un projet de loi qui entérine le franc cfa a été adopté par le Conseil des Ministres français.

Le texte officialise le remplacement du franc CFA par l'ECO et suspend l'obligation pour la Banque centrale des Etats d'Afrique de l'Ouest (BCEAO) de déposer plus la moitié de ses réserves de change auprès de la Banque de France. Il retire également la France des instances de gouvernance dans lesquelles elle était présente au sein de cette Banque centrale.

Le 21 décembre 2019 à Abidjan, Ouattara avait annoncé, en compagnie du président français Emmanuel Macron que « par un accord avec les autres chefs d'Etat de l'UEMOA, nous avons décidé de faire une réforme du franc CFA ».

La nouvelle monnaie unique ouest-africaine (ECO) devrait ainsi voir le jour prochainement. Reste à franchir les autres étapes nécessaires avant son entrée en vigueur.



L'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), créée le 10 janvier 1994, est définie comme une organisation ouest-africaine qui a comme mission la réalisation de l'intégration économique des États membres, à travers le renforcement de la compétitivité des activités économiques dans le cadre d'un marché ouvert et concurrentiel et d'un environnement juridique rationalisé et harmonisé.

Elle est actuellement composée du Bénin, du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée-Bissau, du Mali, du Niger, du Sénégal, et du Togo.

L'actuel chef d'Etat ivoirien, Alassane Ouattara, est le président en exercice de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UEMOA. Cette Conférence est l'organe qui définit les grandes orientations de la politique de l'Union.

Editorial (suite) L'évaluation de l'impact mondial de la pandémie

En revanche, les exportations des phosphates et dérivés tirent leur épingle du jeu et ont enregistré une évolution positive de 14% en avril, toujours selon le ministre qui souligne que le ralentissement de l'activité économique s'est également reflété sur la croissance des recettes touristiques qui ont reculé de 60% en avril dernier, portant à -15% la baisse du secteur sur les quatre premiers mois de l'année.

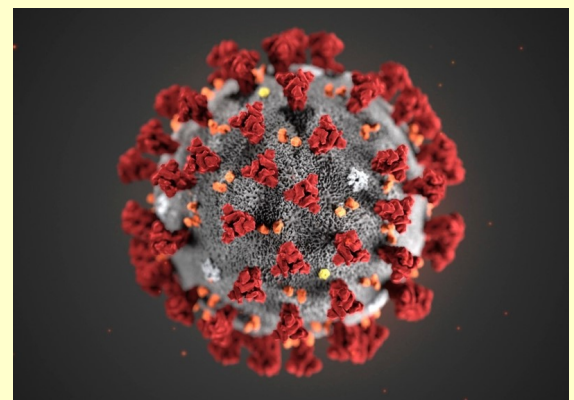
Les transferts des Marocains résidant à l'étranger dont les montants jouent un rôle important dans l'équilibre budgétaire des finances de l'état, ont baissé de 30% en avril et de 11% entre janvier et avril 2020. Les importations quant à eux ont baissé de 37,6%.

Ce dysfonctionnement de l'ensemble des indicateurs économiques entrainera dans les prochains jours un amendement de la loi des finances 2020 votée par le Parlement en décembre dernier

La situation vécue par l'économie nationale n'est certes pas spécifique au Maroc, et l'ensemble des pays africains seront impactés tant au niveau épidémiologique qu'au niveau économique par cette crise mondiale dont les conséquences socio-économiques se dessinent de plus en plus chaque jour.

Pour sortir de cette pandémie sans laisser trop de plumes, le salut pour l'Afrique résiderait en une action concertée, solidaire et unie de l'ensemble des 54 pays africains.

L'initiative africaine proposée par le Roi Mohammed VI, visant à « fédérer les efforts et les ressources à travers le partage des expériences et des bonnes pratiques » entre les pays du continent serait certes une action salutaire pour notre continent afin d'éradiquer ce fléau.



Le rwandais Félicien Kabuga s'oppose à sa remise à la justice internationale



L'homme d'affaires rwandais, Félicien Kabuga, accusé de génocide au Rwanda et arrêté le 16 mai dernier après 26 ans de fuite, ce qui pourrait ouvrir la voie à un procès devant la justice internationale.

Mais Kabuga ne veut pas de son transfert à Arusha, en Tanzanie, pour y être jugé par le Mécanisme pour les Tribunaux Pénaux Internationaux (MTPI) qui l'a mis en accusation pour « génocide », « incitation directe et publique à commettre le génocide » et « crimes contre l'humanité ».

Selon ses avocats, leur client veut être jugé en France. En attendant que la justice française se prononce sur son transfert à la justice internationale, la défense de Kabuga dénonce déjà quelques atteintes aux droits fondamentaux de ce dernier.

Elle a déploré par exemple le fait que son client ait « été présenté comme un des principaux génocidaires rwandais par un communiqué de presse commun au parquet général et à la gendarmerie nationale diffusé le 16 mai 2020, alors que son procès n'a pas eu lieu ».

L'arrestation de Félicien Kabuga saluée par l'UA et les Etats-Unis

L'Union africaine (UA) et les Etats-Unis ont salué lundi l'arrestation en France de Félicien Kabuga considéré comme le « financier » présumé du génocide de 1994 au Rwanda et âgé actuellement de 84 ans.

Si l'institution africaine a évoqué une « arrestation historique », Washington a, lui, parlé d'une « étape importante pour la justice internationale », félicitant en même temps « les responsables des forces de l'ordre du monde entier qui ont contribué à son arrestation ».



● Génocide des Tutsis au Rwanda

Ce génocide qui a eu lieu entre le 7 avril et 17 juillet 1994, a fait périr 800 000 Rwandais, principalement Tutsis.

La chasse aux tutsis avait été lancée au lendemain de l'assassinat du président rwandais Juvénal, intervenue Le 6 avril 1994.

Ce chef d'Etat, un militaire hutu au pouvoir depuis 1973, avait lancé une répression contre la communauté tutsie après l'échec de l'attaque du Front Patriotique Rwandais (FPR, un mouvement politique et militaire fondé par des descendants d'exilés tutsis) lancée depuis l'Ouganda contre le Rwanda. Des accords, dits accords d'Arusha, sont signés en août 1993 pour mettre fin aux conflits entre les deux communautés et prévoir un partage du pouvoir n'avaient pas aboutis à de bons résultats.

La mort du président était comme la goutte qui avait fait déborder le vase, provoquant une rude colère des Hutus qui s'étaient rués sur les Tutsis à travers le territoire national.

● Reconstruction du pays

En une vingtaine d'années, le Rwanda, caractérisée par une instabilité politique et économique causée par la guerre civile, s'est inscrit dans une dynamique de développement spectaculaire. Le PIB a été multiplié par six en 20 ans, avec un taux de croissance supérieur à 7 % chaque année.

Plusieurs autres indicateurs du développement font de ce pays un exemple à suivre en Afrique, dont le taux de scolarisation en école primaire élevé (98%), le taux de pauvreté en baisse, un milieu des affaires attractif, un taux de corruption parmi les plus bas en Afrique.

Surnommé le pays aux mille collines, avec ses montagnes, ses parcs et ses singes... le pays est aussi versé dans le tourisme haut de gamme.

Comment le Covid-19 va-t-il affecter le monde du travail ?

L'OMA vous propose de découvrir l'interview accordée à Lahcen Hammouch (site Le Mediateur) par le professeur Abdellatif Fekkak



1/ Question : Comment le monde du travail et des entreprises risquent d'être affecté par la crise sanitaire mondiale du Covid-19 ? Quelle est la situation mondiale du marché de l'emploi post coronavirus en 2020 ?

L'économie est à l'épreuve de cette crise sanitaire du Covid-19 qui a provoqué, une envolée du chômage dans le monde. Selon l'Organisation internationale du travail (OIT), cette crise est plus « grave que la crise de la deuxième guerre mondiale ». C'est de l'ordre 1,25 milliard de travailleurs qui courent le risque élevé de

licenciement et d'une cure d'aigrissement de personnel et réduction des salaires.

Le marché de l'emploi affronte avec la pandémie de coronavirus sa plus « grave crise plus importante que celle de la crise des surplices de 2007/08. Ces lourdes pertes en termes d'emplois vont surtout détruire les pays à Revenu Intermédiaire Supérieur (100 millions d'emploi à temps plein touchés).

A ce titre, les pays du monde arabe et l'Europe devraient être fortement touchés, au prorata de leur population, mais en chiffres absolus, c'est la région Asie-Pacifique qui devrait souffrir le plus, en cette période de l'année. Beaucoup de leurs travailleurs occupent des emplois peu qualifiés, mal rémunérés.

« Les travailleurs et les entreprises vont faire une traversée du désert, un véritable avec des risques d'effondrement chaotique des Etats aussi bien dans les économies développées que dans les économies en développement », selon l'OIT qui précise que la hausse finale du chômage mondial pour l'année 2020 dépendra pour beaucoup des mesures adoptées par chaque. *(A suivre)*

Organisation Maroc Afrika Cultures et Développement Bureau exécutif

Président

Dr Najib KETTANI

Vice-présidents

Professeur Hassan OUZZANI
Chahdi

Professeur Mohammed HAKAKAT

Professeur Sabhallah EL RHAZI

Professeur Abdelilah EL
MANSSOURI

Professeur Hassan ESSMILI

Secrétaire générale

Dr Farid FERHAT

Secrétaires adjoints

Said RAIHANI

Maitre Zineb TIJANI

Mohammed RACHAD

Aboukacem CHEBRI

Trésorier

Mohamed ABOUELKACIM

Trésoriers adjoints

Aicha TALEKI

Conseillers

Amal LEGOUITA

Selma BELGAZZAR

Fouad EL YAJIZI

Abdelaziz MOUDDENE



OMA, l'ONG à vocation intercontinentale pour le développement des échanges culturels, la valorisation des potentialités humaines, la promotion et la consolidation de l'intégration interafricaine.

Outre le Maroc, l'OMA un enracinement profond en Afrique :

- **Afrique de l'Ouest** : Benin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée Bissau, Mali, Sénégal

- **Afrique Centrale** : Bureau du Cameroun et CEEAC (Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale) coiffant l'Angola, Burundi, Cameroun, Congo, Gabon, Guinée Équatoriale, la République Démocratique du Congo, Rwanda, Sao Tomé et Principe, Tchad.